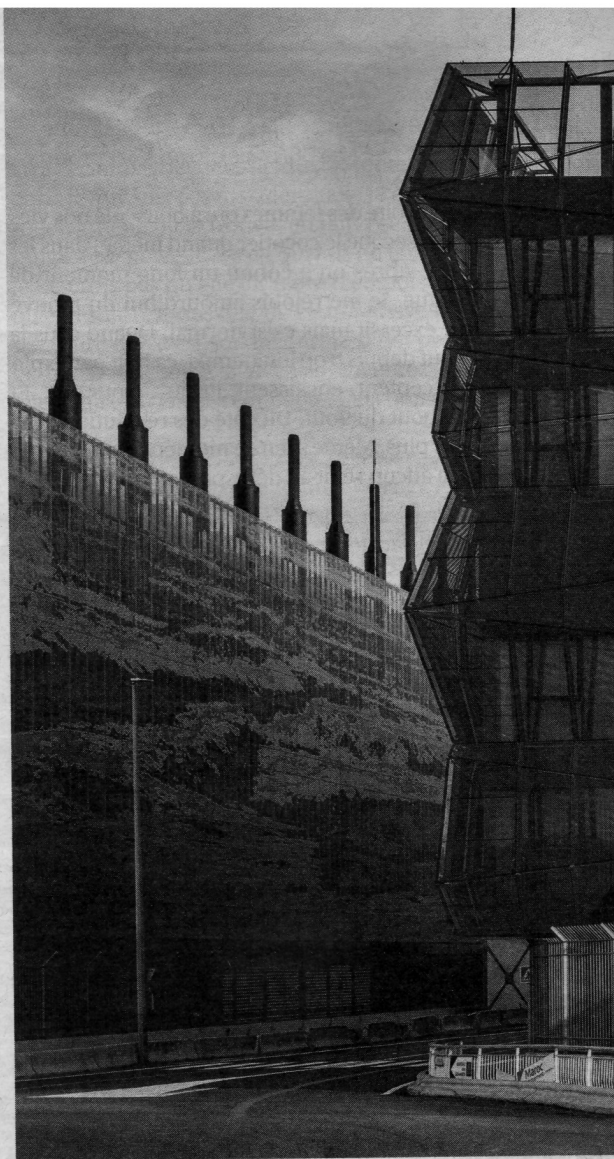


Coup de chaud sur les

data centers



Emmanuel Macron voudrait en construire partout. À Marseille, où les centres de données se multiplient, élus et habitants, inquiets pour l'environnement, tirent la sonnette d'alarme.

Par Lucas Armati

Photo Olivier Monge pour Télérama

Ça ne se voit pas, mais Patrick Robert a mal dormi. «*J'ai encore dû les appeler*», dit-il en désignant le chantier naval qui borde, en bas de la rue, le quartier de l'Estaque. En cause : le bruit provenant d'un gros ferry blanc, accosté pour réparations et alimenté par un puissant groupe électrogène. «*On n'entend que ça la nuit.*» Huit ans que cet ex-banquier à la retraite, devenu président d'un des Comités d'intérêt de quartier, s'est installé dans ce coin pittoresque de Marseille. Huit ans qu'il attend l'électrification du port, qui permettra de couper les moteurs des navires à quai et donc de réduire les nuisances sonores et les fumées. Mais il sait qu'il doit encore s'armer de patience. Car un acteur inattendu est venu, selon lui, retarder le projet : les data centers.



À Marseille, ces énormes « fermes » de serveurs informatiques, où sont stockées les données de nombreuses entreprises ou collectivités, poussent comme des champignons. On en dénombre désormais une demi-douzaine, profitant des dix-huit câbles sous-marins – par lesquels transite le trafic Internet – qui partent de la ville pour relier le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Asie. Ultra connectée, la cité phocéenne est devenue en quelques années le sixième hub numérique mondial, juste devant... Hong-kong. « Avec le boom du secteur et des plateformes type Amazon ou Netflix, ce n'est pas étonnant que ces centres de données se développent, continue Patrick Robert. Mais cela se fait de manière anarchique, sans véritables règles. »

Le voilà qui nous embarque dans sa voiture pour une visite guidée de ces nouveaux venus dans le paysage provençal. En dix minutes de trajet, nous en croiserons quatre – trois sur le port, un sur les hauteurs. Si le plus grand occupe une ancienne base de sous-marins allemands construite (mais jamais achevée) pendant la Seconde Guerre mondiale, la plupart ressemblent à de simples entrepôts : un cube de tôle ou de béton, des barbelés, quelques caméras... Mais derrière les murs, ces méga-ordinateurs turbinent non-stop, absorbant des quantités astronomiques de flux (données d'entreprise, vidéos, images et autres fichiers...) et consommant énormément d'énergie,

notamment pour éviter la surchauffe des serveurs – ce qui leur vaut parfois le sobriquet de « grille-pain réfrigérés ». Pour Patrick Robert, leur appétit entre en concurrence avec les besoins liés à l'électrification du port de l'Estaque – celle-ci est désormais repoussée à 2029. « Et ce n'est pas près de s'arrêter... » déplore-t-il en montrant un peu plus loin, derrière un McDonald's, un énorme terrain vague ceint par des barrières flamboyantes neuves. Un nouveau centre de données devrait prochainement y sortir de terre.

La fièvre touche toute la France. Lors du sommet sur l'intelligence artificielle, le mois dernier à Paris, Emmanuel Macron a annoncé un investissement de 109 milliards d'euros, notamment pour construire de nouveaux centres de données, et l'identification de trente-cinq sites « prêts à l'emploi » pour les accueillir à travers le pays. Objectif : talonner les États-Unis et la Chine dans la course à l'IA. Mais à quel prix ? Émissions de gaz à effet de serre, accaparement du foncier... Un peu partout, les associations écologistes alertent sur le coût environnemental de cette marche forcée.

Un collectif militant marseillais veut inverser la tendance. Son nom : « Le nuage était sous nos pieds », en référence aux infrastructures bien réelles nécessaires au fonctionnement du « cloud » (nuage), cet espace en ligne où l'on peut sauvegarder nos données. Composé de plusieurs associations (La Quadrature du Net, Technopolice, collectif »

L'ancienne base sous-marine Martha, reconvertie en data center.

» des Gammars...), il a organisé, sous le crachin de novembre, une journée de randonnée urbaine près du port pour montrer « les traces des impacts socio-écologiques » des technologies numériques. Parmi les sujets pointés du doigt : le « river cooling », un système de refroidissement mis en avant par le mastodonte américain Digital Realty, qui possède la majorité des data centers marseillais.

Présenté comme une manière naturelle de faire baisser la température des serveurs, celui-ci s'appuie sur le détournement d'une partie de la Galerie de la mer, une canalisation du XIX^e siècle évacuant l'eau à 14 °C d'une ancienne mine et de massifs avoisinants. « Selon l'enquête publique réalisée en 2018, cette eau est de très bonne qualité : elle pourrait donc être utilisée pour des besoins vitaux – agriculture, réserve en cas de sécheresse... Actuellement, elle est rejetée dans la Méditerranée à près de 29 °C, ce qui semble dingue pour une mer déjà en surchauffe. Enfin, les data centers communiquent beaucoup sur cette technique pour « verdier » leur image, mais elle réduit uniquement leur consommation d'électricité destinée au refroidissement – la consommation globale, elle, augmente », égrène Anti, l'un des membres du collectif. Fabrice Coquio, le président de Digital Realty en France, assure de

« Les data centers ne produisent que très peu d'emplois directs, alors qu'à Marseille nous avons cent mille demandeurs d'emploi. »

Laurent Lhardit, député

son côté que cette eau est « complètement impropre à la consommation » et que l'impact de son rejet dans la mer reste minime au vu de son « faible débit ». « Même les pompes ne peuvent pas s'en servir pour remplir rapidement leurs camions-citernes », affirme-t-il, avant de souligner que, grâce aux économies d'électricité réalisées, ses data centers marseillais sont « les plus efficaces d'Europe ». Et d'ajouter : « D'ici à fin 2026, l'eau ne sera plus rejetée, mais réutilisée pour chauffer le quartier Euroméditerranée. La boucle sera bouclée. »

À 59 ans, le patron est parmi les VRP les plus actifs des data centers en France – il en dirige treize en région parisienne, quatre à Marseille. Répétant que son entreprise a investi 500 millions d'euros dans la cité phocéenne en dix ans, il assure « comprendre les inquiétudes », mais tacle ceux qui « veulent des téléphones portables mais pas d'antennes 5G, des énergies renouvelables mais sans éoliennes, du numérique sans data centers ». En 2006, il a fondé France Data-center, un lobby pour défendre les intérêts de la filière auprès des institutions et de l'opinion publique. Sous son impulsion, Digital Realty est devenu l'un des principaux mécènes du Mucem, s'est rapproché du Parc des Calanques pour appuyer un programme de préservation des herbiers aquatiques de posidonie mis à mal par les câbles

sous-marins, finance l'ouverture d'une école de musique dans un quartier défavorisé... « Il est dans un jeu de séduction, analyse un élu local. Son mécénat nous aide et nous lie. »

À la mairie, l'attitude à adopter face à la multinationale a divisé. « Nous avons monté un réseau d'élus confrontés ailleurs aux mêmes enjeux, étudié les exemples étrangers, comme Amsterdam, interrogé les régimes fiscaux, raconte Sébastien Barles, l'adjoint (EELV) au maire délégué à la transition écologique, qui coorganise le 15 mars un forum consacré au sujet ». Mais, au début, nos questions étaient mal perçues. C'était une fierté pour Marseille de devenir un hub mondial. » Après des échanges parfois tendus avec le Port – qui ne dépend pas de la Ville – et la Métropole – gérée par la droite –, la majorité divers gauche a voté une délibération pour limiter les futurs projets à des data centers « bien dimensionnés et plus sobres » et créer une commission consultative, qui reçoit les opérateurs et examine les dossiers en amont. Un peu maigre ? « La bataille reste inégale », reconnaît Sébastien Barles, qui a milité – en vain – pour l'instauration d'un moratoire. Un avis nuancé par Laurent Lhardit, conseiller municipal et député (PS) des Bouches-du-Rhône : « La municipalité n'a pas la capacité d'interdire la construction d'un data center, mais elle peut rendre les choses compliquées. Créer cette commission a été un moyen d'entamer le dialogue et de pousser les opérateurs à servir l'économie locale. C'est primordial, car les data centers ne produisent que très peu d'emplois directs, alors qu'à Marseille nous avons cent mille demandeurs d'emploi. »

Certains ont bien intégré le discours. Il y a quelques semaines, un nouveau data center a ouvert dans le quartier de la Belle de Mai. Le bâtiment de Phoea DC ne fait « que » 1 700 mètres carrés, présente une consommation électrique moins élevée que ses voisins et affiche un actionnariat 100 % français.

« Nous ne nous adressons pas aux géants de l'Internet, assure son pdg, Damien Desanti. Nous souhaitons développer une offre de proximité, pour des entreprises régionales – des PME, des collectivités, des centres hospitaliers... »

Des arguments appréciés par certains élus locaux, mais pas près de convaincre tous les activistes. « Les data centers utilisent de plus en plus le langage des militants ! raille Max, du collectif Le nuage était sous nos pieds. Mais ce n'est qu'un écran de fumée pour éviter de parler du fond : leur essor repose sur l'exploitation de l'Afrique, de l'Amérique du Sud et de leurs minéraux stratégiques, comme le cobalt ou le cuivre, nécessaires pour les processeurs. Cet extractivisme a des conséquences dévastatrices. »

En attendant, Marseille continue d'attirer les projets. Digital Realty va bientôt lancer la construction d'un cinquième centre, encore plus gros que les précédents. À quelques kilomètres au nord, un méga-projet est à l'étude. L'entreprise américaine Nautilus envisage un data center flottant dans le port. « Il y en aura d'autres », estime Fabrice Coquio, convaincu que « la data appelle la data ». Dans le quartier de l'Estaque, Patrick Robert, lui, espère toujours une pause. Et, surtout, que l'État entende ses citoyens. « Nous avons interpellé les élus, participé aux enquêtes publiques, exprimé nos craintes... En vain. À croire que nos voix n'ont plus de poids. » ●

« Stop aux data centers ! Forum sur les impacts, la régulation et les alternatives aux infrastructures du numérique, samedi 15 mars à La Fabulterie, 10, bd Garibaldi, Marseille 1^{er}. »